

MAÎTRE D'OUVRAGE



OBJET

ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE À BONS DE COMMANDE

**SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES
17 POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES
1 POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX PLUVIALES
2 OUVRAGES DE DEPOLLUTION
5 SONDES DE MESURES DE DEBIT
1 SONDE HYDROCARBURE
2 PUIITS DES SIPHONS SOUS L'OISE
OUVRAGES DIVERS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES – CCAP

MARCHE PUBLIC PASSE SELON UN APPEL D'OFFRE OUVERT

Date et heure limites de réception des offres :

Le LUNDI 13 MAI 2024 à 12H00

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire	4
1-2. Décomposition en lots	4
1-3. Intervenants.....	4
1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché	4
1-3.2. Maître d’Ouvrage	5
1-3.3. Contrôle technique	5
1-3.4. Autres intervenants	5
1-4 . Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion	5
1-5. Contrôle des coûts de revient	5
1-6. Dispositions générales.....	5
1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	5
1-6.2. Responsabilité.....	5
1-6.3 Obligations du titulaire	6
1-6.4 Assurances	6
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	6
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES ...	7
3-1. Répartition des paiements	7
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation de règlement des comptes	7
3-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires	7
3-3. Variation dans les prix	7
3-3.1. Révision des prix	7
3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	8
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	8
4-1. Modalités d'exécution pour les prestations à bons de commandes	8
Prise en charge et remise du matériel.....	9
Documentation technique.....	9
Responsabilité du titulaire.....	9
Personnel d’intervention	10
Comportement du personnel	10
Présence aux réunions.....	11
4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance	11
4-2.1 - Généralités.....	11
4-2.2 - Pénalités pour retard dans le délai d’exécution fixé sur le bon de commande pour l’exécution des prestations	11
4-2.3 - Pénalité pour non-conformité de la prestation.....	11
4-2.4 - Remise en état des lieux	11
4-2.5 - Pénalités pour non-respect du code du travail	11
4-2.6 – Astreintes et interventions urgentes	11
4-2.7 – Remise de documents.....	11
4-2.8 – Pénalité pour non-demande d’arrêté de circulation	12
4-2.9 – Pénalité pour non mise en place du dispositif réglementaire lié à la signalisation de l’intervention	12

4-2.10 – Pénalité pour non information par mail du maître de l’ouvrage et du maître d’œuvre par mail du début d’intervention et dans le cas de prestations plus importantes pour non fourniture de planning d’interventions au moins 2 semaines avant le début des prestations (Curage réseaux - bouches avaloir etc...)	12
4-2.11 – Pénalité pour non-respect des dispositions de sécurité et protection de la santé des travailleurs	12
4-2.12 – Pénalité d’indisponibilité	12
4-2.13 – Pénalités spécifiques.....	13
4-3. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	14
4-3.1. Obligation de confidentialité	14
4-3.2. Protection des données à caractère personnel	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
5-1. Retenue de garantie	14
5-2. Avance et avance sur matériels.....	14
5-3. Bon de commande	14
5-4. Transmission des demandes de paiement.....	15
5-5. Modalités de règlement du prix.....	16
5-6. Règlement des comptes.....	16
5-7. Périodicité des paiements.....	16
5-8. Informations complémentaires.....	16
5-9. Intérêts moratoires	16
5-10. Règlement en cas de cotraitants.....	17
5-11. Clause de non-exclusivité.....	17
5-11.1. Incapacité du titulaire	17
5-11.2. Non exclusivité.....	17
ARTICLE 6. RESILIATION	17
ARTICLE 7. DIFFERENTS ET LITIGES	18
7.1 - Arbitrage.....	18
7.2 - Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours	18
ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

La présente consultation est passée selon un appel d'offre ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2162-2 à R2162-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum mais avec un montant maximum suivant sur la durée globale de chaque accord-cadre conformément aux articles L. 2125-1-1, R. 2162-1 et suivants et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Elle concerne la 532^{ème} opération d'assainissement du S.I.A.P.I.A, à savoir, Accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour les missions de surveillance et entretien des 17 postes de refoulement des eaux usées, de 1 poste de refoulement des eaux pluviales, 2 ouvrages de dépollution, 5 sondes de mesure, 1 sonde hydrocarbure, 2 puits des siphons sous l'Oise et ouvrages divers.

L'accord cadre est conclu pour une période d'un (1) an.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des interventions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des prestations, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de L'Isle Adam, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

L'accord-cadre comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

1-2. Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un marché à lot unique

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans un montant minimum et un montant maximum sur 4 ans. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande

1-3. Intervenants

1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément à l'article L2193-2, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par les articles R. 2193-1, R. 2193-2, R. 2193-3 relatifs à la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.4.4 ci-après.

1-3.2. Maître d'Ouvrage

Entité adjudicatrice

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE PARMAIN L'ISLE ADAM

Adresse du siège : Mairie de L'Isle Adam – 45 Grande Rue – 95290 L'ISLE ADAM

Adresse administrative : SIAEP - 1, avenue Jules Dupré - 95290 L'ISLE-ADAM

1-3.3. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.4. Autres intervenants

Sans objet.

1-4 . Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion

Sans objet.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.5221-3 du code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

1-6.2. Responsabilité

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du marché, aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

Le titulaire s'engage à respecter les délais tels qu'ils sont établis dans le présent marché.

L'intervention d'un tiers commandité par le titulaire engagera la responsabilité pleine et entière de celui-ci pour toute faute occasionnée par ce tiers.

La responsabilité du titulaire peut être engagée à raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil, sauf à prouver que les désordres n'ont pas de rapport avec les missions qui lui sont confiées.

Le fait que le S.I.A.P.I.A approuve les documents remis par le titulaire dans le cadre du présent marché ne diminue ou ne limite en aucune manière les responsabilités du titulaire. Il n'en irait autrement que dans la mesure où le S.I.A.P.I.A imposerait au titulaire une disposition qui ne recueillerait pas l'accord de ce dernier et sur laquelle celui-ci émettrait des réserves explicites et motivées.

1-6.3 Obligations du titulaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce que certaines prestations quelconques ne seraient pas formellement mentionnées au présent document, si ces prestations résultent directement du programme imposé ou sont nécessaires pour obtenir les résultats exigés.

Sa responsabilité subsiste entière, tant en ce qui concerne les oublis, défauts, vices et malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des prestations demandées.

Il est bien entendu que les indications contenues dans ce document sont énonciatives et non limitatives et qu'elles constituent des minimas en dessous desquels le fournisseur ne peut descendre. Il aura à prévoir de sa propre initiative tous les dispositifs dont il jugerait l'emploi utile ou nécessaire pour une parfaite exécution.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, information, études et précisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération, sans accord préalable du pouvoir adjudicateur. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

1-6.4 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le prestataire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés. Le Pouvoir Adjudicateur rappelle que l'assurance concerne également les véhicules affectés aux prestations et à leur cargaison, le cas échéant.

Le prestataire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du Pouvoir Adjudicateur, par la présentation des polices ou quittances correspondantes. Cette présentation sera systématiquement accomplie une fois.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

A - Pièces particulières

Les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivantes :

Les pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique et financière du candidat ;
- Le cahier des clauses administratives générales CCAG-FCS.

B - Pièces générales

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

✓ Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics (C.C.A.G.), en application suite à l'arrêté du 30/03/2021.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Opérateur économique titulaire ou mandataire du groupement et à ses sous-traitants.

Pour ces derniers, la nature des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter, sera précisée.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation de règlement des comptes

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la date de remise des offres et définies ci-après.

Les prestations faisant l'objet du marché sont indiquées dans le présent CCTP.

Les prix du marché s'entendent hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, y compris les frais afférents au déplacement, transport ...

Les services seront rémunérés par application des prix du bordereau des prix unitaires contenus dans le présent marché sur les quantités réellement livrées.

3-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmentés de deux points.

Il est fait application aux articles L2192-12 et L2192-13 relatifs aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première période

Les prix sont fermes pour la période initiale et révisibles annuellement, en suivant les modalités fixées ci-dessous. Cette révision des prix s'effectue au moment de la reconduction du marché.

A la date anniversaire du marché, les prix des services pourront être révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 * (0,70 \text{ ICHTE} / \text{ICHTE}_0 + 0,30 \text{ FSD}_2 / \text{FSD}_2_0)$$

Ou

P = montant du prix révisé

Po = montant du prix de base du marché

ICHTE = dernière valeur connu à la date de la reconduction de l'indice Coût et horaire du travail eau, assainissement, déchets et dépollution

ICHTE o = valeur de l'indice ICHT au mois zéro

FSD2 = dernière valeur connu à la date de la reconduction de l'indice de frais et services divers

« 2 »

FSD2 o = valeur de l'indice FSD2 au mois

Cet indice est disponible sur le site internet de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763614>) .

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au SIAPIA, les prix ajustés du bordereau des prix unitaires, au plus tard avant la date de reconduction du marché :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- soit par courriel à le contact@siapia.fr.

Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas ses nouveaux tarifs, les tarifs de la première période seront reconduits pendant la seconde période d'exécution du marché.

Ces nouveaux tarifs constituent, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations livrées au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

La variabilité se fait en baisse comme en hausse.

Ces nouveaux tarifs n'affectent pas les paiements, qui en vertu du marché, seraient exigibles avant la date d'application indiquée par le titulaire.

Les prix facturés sont ceux figurant sur le bon de commande. Une variation de prix ne peut pas être appliquée entre la date d'émission d'une commande et la date d'admission des prestations.

Clause de sauvegarde :

Dans l'hypothèse où les nouveaux prix augmenteraient de plus de 3%, le SIAPIA se réserve le droit, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

La deuxième décimale est arrondie par excès.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Modalités d'exécution pour les prestations à bons de commandes

Les prestations devront être effectuées aux adresses indiquées sur le bon de commande.

Les prestations seront effectuées au fur et à mesure des besoins.

Prise en charge et remise du matériel

La mise en conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou des équipements est à la charge de la personne responsable du marché. Un état des lieux et des matériels et des équipements sera établi annuellement.

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements des postes de télégestion locale et les matériels en état normal d'entretien et de fonctionnement. Le prestataire sera tenu de remettre au syndicat, en fin de contrat, tout le matériel et les logiciels mis à sa disposition. Toute contestation sera réglée selon les dispositions de la législation en vigueur.

Accès aux locaux - Consignes

Le personnel du titulaire a accès aux matériels et aux équipements dans les limites suivantes :

- le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité décrites au C.C.T.P. selon les modalités du présent C.C.A.P.
- Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Documentation technique

Sont remis au titulaire à la prise en charge :

- Les dossiers techniques des postes de relèvement et de refoulement,
- Les dossiers techniques des dégrilleurs,
- Les dossiers techniques des vannes hydrauliques automatisées,
- Les dossiers techniques des points de mesures,
- Les documents techniques relatifs à la télégestion,
- Les notices d'utilisation, de maintenance et d'entretien établies par les constructeurs, le ou les fournisseurs de matériels.
- Les plans d'accès aux sites, les plans de câblages et des équipements hydro électromécaniques à jour.

Cette documentation reste la propriété du syndicat et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. La documentation est mise à jour par le prestataire en cas de modification des appareils ou des équipements consécutifs à ses interventions.

Aucune diffusion externe n'est autorisée sans l'autorisation expresse du syndicat.

Responsabilité du titulaire

Le prestataire aura la responsabilité d'un stock de pièces détachées qu'il veillera à renouveler constamment selon les besoins du service. Il complètera le stock initial autant que de besoin.

Les obligations du prestataire portent sur les moyens lui permettant d'assurer le fonctionnement du système. Les équipes d'astreinte du prestataire devront, dans les meilleurs délais et autant que de besoin, commencer à intervenir sur le terrain dès le déclenchement d'une alarme. Le prestataire devra mettre en application l'ensemble des dispositions spécifiées par le C.C.T.P. sans aucune dérogation et en particulier en cas de crise.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux, conséquences d'un défaut.

Le prestataire est dégagé de toute responsabilité et engagement au titre du présent marché, du fait de circonstances indépendantes de sa volonté et notamment :

- En cas de panne ou mauvais fonctionnement dus à une qualité de courant fourni non conforme aux impératifs de tension et de fréquence exigés par les équipements.
 - En cas de panne affectant les lignes et installations Orange ou tout autre fournisseur de réseau.
 - En cas de détérioration des équipements due à des tentatives de dépannage hors procédure normale, à la négligence des préposés non habilités par le prestataire ainsi qu'en cas d'acte de sabotage, fait de grève, émeute, guerre civile ou étrangère ainsi que toute modification des conditions d'écoulement hydraulique des ouvrages sans l'accord préalable du prestataire.
 - En cas de dysfonctionnement du fait d'erreurs répétées dans la manipulation du système par un personnel non autorisé par le prestataire, la responsabilité du prestataire serait totalement dégagee et la remise en état du système serait effectuée par le prestataire.
 - En cas de dégâts provoqués par des inondations, le feu, l'explosion, la foudre, les séismes, l'effondrement des locaux et les effets de radiations ou toute autre catastrophe naturelle.
- ↳ Il est expressément convenu que, quelle que soit la durée d'une suspension qui pourrait en découler, la responsabilité du prestataire ne saurait être engagée ni à fortiori recherchée, en cas de dégradation des performances du dispositif intervenue en période de suspension.
- ↳ Le rétablissement des conditions normales d'exploitation du système par le prestataire sera soumis à l'approbation du S.I.A.H. qui devra alors lui signifier par écrit, la remise en fonctionnement du système.

Personnel d'intervention

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des matériels ou équipements, objet du marché. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal du syndicat. Le responsable du syndicat peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres.

Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire du marché doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement. La personne responsable du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

Présence aux réunions

L'entrepreneur est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

4-2.1 - Généralités

Les pénalités ci-après s'appliquent sans mise en demeure préalable, le titulaire du marché doit respecter ses engagements et remédier à tous dysfonctionnements ou manquements constatés.

La récidive pourra sur décision du S.I.A.P.I.A entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

Les pénalités prévues à cet article sont décomptées par le pouvoir adjudicateur sur les prochaines factures émises par le titulaire, suivant leur constatation et donne lieu à établissement d'un listing énonçant les non-conformités. Le listing sera envoyé au prestataire pour qu'il remédie aux dysfonctionnements ou manquements constatés.

4-2.2 - Pénalités pour retard dans le délai d'exécution fixé sur le bon de commande pour l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire, par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

En cas de dépassement d'un délai d'exécution fixé par bon de commande ou ordre de service, le titulaire encourt :

- pour les sept (7) premiers jours de retard : une pénalité journalière de 100 € ;
- à partir du huitième (8^{ème}) jour de retard : une pénalité journalière de 300 €.

La retenue correspondante à l'application de la pénalité pourra être pratiquée sur les prochaines factures émises par le titulaire.

4-2.3 - Pénalité pour non-conformité de la prestation

En cas de livraison d'une prestation non conforme, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 10% du montant hors taxe (HT) du ou des prestations non conformes.

4-2.4 - Remise en état des lieux

En cas de dégradations de biens ou voiries municipales lors d'une prestation, du fait du titulaire, celui-ci est tenu de réparer ces dégradations à ses frais.

4-2.5 - Pénalités pour non-respect du code du travail

Des pénalités d'un montant égal à 10 % du montant minimum annuel du marché pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

4-2.6 – Astreintes et interventions urgentes

Toute intervention dans le cadre des astreintes ou d'interventions urgentes de jour comme de nuit, 7j/7, 365 jours par an devra être réalisée dans un délai maximum de (2) heures.

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 150.00 € par tranche de quinze (15) minutes de retard.

4-2.7 – Remise de documents

Le CCTP et le BPU prévoient la remise de documents (rapports, fiches d'intervention, comptes rendus, présentation des rapports, analyses etc.), et aussi en ce qui concerne la fourniture du P.P.S.P.S.

Les délais de remise, variables selon le type de documents et l'urgence des besoins, seront renseignés par les services du S.I.A.P.I.A au moment de la demande de transmission. Ces délais ne pourront être inférieurs à quatre (4) jours ouvrés et ne pourront être supérieurs à quatre (4) semaines.

Le point de départ de ces délais est la date de la demande écrite par mail du S.I.A.P.I.A. ou de son maître d'œuvre.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir avant, pendant ou après l'exécution des prestations, une pénalité de 300 € sera appliquée par jour de retard. Cette pénalité s'applique pour chaque document et est cumulable en cas de retard sur plusieurs documents.

4-2.8 – Pénalité pour non-demande d'arrêté de circulation

Il sera appliqué une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) hors taxes par rue dans lesquelles le prestataire est intervenu sans obtention d'un arrêté de circulation sur simple constat sans mise en demeure préalable.

4-2.9 – Pénalité pour non mise en place du dispositif réglementaire lié à la signalisation de l'intervention

Il sera appliqué une pénalité journalière de 250 € (deux cent cinquante euros) hors taxes pour non mise en place de signalisation conformément au manuel du chef de chantier sur simple constat sans mise en demeure préalable.

4-2.10 – Pénalité pour non information par mail du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre par mail du début d'intervention et dans le cas de prestations plus importantes pour non fourniture de planning d'interventions au moins 2 semaines avant le début des prestations (Curage réseaux - bouches avaloir etc...)

Il sera appliqué une pénalité journalière de 50 € (cinquante euros) hors taxes pour non information par mail du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre du démarrage des prestations et de la non fourniture des plannings.

4-2.11 – Pénalité pour non-respect des dispositions de sécurité et protection de la santé des travailleurs

En cas de non-respect des dispositions de sécurité, hygiène et protection de la santé des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 € sur simple constat sans mise en demeure préalable.

4-2.12 – Pénalité d'indisponibilité

Il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où un matériel désigné ci-dessous serait indisponible plus de 2 (deux) jours dans le mois, sans accord préalable de mise en indisponibilité avec le SIAPIA.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention au titulaire et la constatation au carnet de maintenance ou de suivi (qui doit être impérativement tenu) de la disparition du désordre.

Les cessations de fonctionnement dues à des interventions de maintenance préventive contractuellement prévues ne sont pas des indisponibilités au sens du présent article.

Les pénalités indiquées ci-dessous correspondent à une indisponibilité totale du matériel empêchant tout travail. Lorsque le travail est seulement gêné, la pénalité est seulement divisée par deux.

Equipements indisponibles	Montant journalier (en EURO) de la pénalité
Postes de relèvement	1 000 Euros
Vannes automatisée	1 000 Euros
Vannes manuelle	1 000 Euros

Site de télémesures	500 Euros
---------------------	-----------

4-2.13 – Pénalités spécifiques

Toute infraction au présent marché donne lieu à l'application de pénalités dont le montant est évalué comme suit sur simple constat sans mise en demeure préalable :

Arrêt de fonctionnement d'un poste de relèvement, de refoulement ne permettant plus l'écoulement normal des eaux usées ou pluviales ou débordement d'un ouvrage, imputables à une négligence du prestataire ou sans que celui-ci n'ait obtenu d'autorisation préalable par le syndicat ou des organismes de contrôle habilités. :

400 € par heure d'obstruction, au-delà de 6 heures après appel de la téléalarme ou du représentant du syndicat,

- En cas de retard sur le délai d'intervention d'urgence fixé dans l'acte d'engagement après appel de la téléalarme ou du syndicat :

200 € par heure de retard, le point de départ du délai d'intervention de deux (2) heures est la réception de l'appel téléphonique.

Ces dispositions ne seront pas applicables en cas de force majeure ou si les arrêts de fonctionnement sont nécessités par les travaux d'entretien ou de transformation, circonstances dont le Prestataire devra faire part au syndicat et recevoir son accord préalable par ordre de service.

- Défaut d'entretien des équipements hydrauliques, électromécaniques ou défaut d'exploitation des ouvrages ou partie d'ouvrage entraînant une perte de rendement de l'équipement de plus de 20 % de ses caractéristiques initiales (consommation d'énergie, débit horaire, intensité, paramètres de traitement) :

100 € par jour au-delà de huit jours,

- En cas de non-production dans les délais des documents prévus à dans le CCTP, ou des éléments justificatifs des situations trimestrielles, ou de défaut de tenue d'un journal d'exploitation. Cette pénalité s'applique sans mise en demeure du syndicat restée sans réponse pendant quinze jours et pour chaque document. Elle s'applique également si la présentation de ces documents n'est pas conforme.

80 € par jour de retard.

- En cas de retard imputable au Prestataire dans l'exécution d'une ou plusieurs des opérations d'exploitation ou de non-respect de la date limite d'achèvement ou des délais d'exécution des travaux contractuels et après constat du syndicat :

150 € par jour de retard.

- Tout manquement à l'une des prescriptions, concernant l'organisation et la signalisation de chantier, toute infraction aux mesures de polices définies, lors des réunions de coordination préalables aux travaux et aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière définies par arrêtés :

150 € par infraction,

- Tout manquement aux consignes de sécurité imposées par la réglementation en vigueur :

400 € par infraction. Le maître d'ouvrage ou son représentant pourra interrompre le chantier immédiatement. En outre, en cas de récidive, le marché pourra être résilié.

4-3. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

4-3.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

4-3.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avance et avance sur matériels

Sans objet

5-3. Bon de commande

Après émission d'un devis par l'entreprise, le syndicat émettra un bon de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les lieux d'exécution des prestations
- le délai d'exécution
- le montant du bon de commande
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le Président ou son représentant pourront être honorés par le ou les titulaires.

5-4. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les factures seront à déposer en priorité sur le portail CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Si les factures ne sont pas déposées sur le portail CHORUS PRO, elles seront envoyées à l'adresse du S.I.A.P.I.A

Factures papier :

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ; et son n° de Siret ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement (n° d'engagement chorus), que vous trouverez sur le bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix des prestations HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Factures dématérialisées :

Présentation des demandes de paiement via la plateforme CHORUS :

Mentions obligatoires sur les factures électroniques : mentions indiquées ci-dessus pour les factures papier et en complément les éléments suivants :

- Date d'émission de la facture,
- Date d'exécution des services,
- Renseignements éventuels relatifs aux déductions ou versements complémentaires,

Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, en application de l'article R.123- 221 du code de commerce (Numéro SIRET).

Pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les PME, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire. Cette obligation concerne les microentreprises à partir du 1er janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;

Il n'y a ni besoin de n° de service ou d'engagement.

5-5. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après l'exécution des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG FCS.

5-6. Règlement des comptes

Les sommes dues seront payées, selon les règles de la comptabilité publique, par mandats administratifs, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

A défaut de respect de ce délai par le pouvoir adjudicateur, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 et suivants du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert de 30 jours.

5-7. Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au titre de chaque prestation et après réalisation.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement à chaque prestation réalisée et le montant correspondant aux sommes auxquelles il peut prétendre du fait de la prestation en cause.

5-8. Informations complémentaires

Les sommes dues au titulaire seront payées, par mandat administratif, dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

5-9. Intérêts moratoires

Le versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est défini selon les articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre à bons de commande donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré selon le taux en vigueur à la date à laquelle est survenue l'incident.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

5-10. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

5-11. Clause de non-exclusivité

5-11.1. Incapacité du titulaire

Le titulaire peut à titre exceptionnel informer le S.I.A.P.I.A de son incapacité à réaliser les prestations. Le S.I.A.P.I.A peut sous cette condition passer par un autre prestataire. Cette clause est limitée à un événement sur la durée du marché. A partir de 2 commandes refusées, la S.I.A.P.I.A pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, sans préavis et sans indemnités.

5-11.2. Non exclusivité

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, le S.I.A.P.I.A peut passer par un autre prestataire sans motif, en revanche, le prestataire en sera informé. Cette possibilité est applicable dans la limite de 5% du montant total des commandes passées sur l'accord-cadre.

ARTICLE 6. RESILIATION

Il sera fait application des articles 38 à 45 du C.AG.-FCS.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne remplit pas les conditions et les obligations que lui impose le cahier des charges, ou s'il ne les remplit que d'une manière inexacte ou incomplète, le pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 3 jours.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Le marché sera en outre résilié de plein droit et sans délai de préavis en cas de faillite ou de mise en liquidation judiciaire du titulaire du contrat.

Dans l'hypothèse où, notamment :

- les prestations n'auraient pas connu un commencement d'exécution,
- l'abandon du projet serait ordonné,
- les prestations auraient connu un commencement d'exécution et que le pouvoir adjudicateur prendrait la décision de mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, et en application de l'article 38 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve donc le droit de résilier le marché par courrier recommandé avec avis de réception postal qui en fixe la date d'effet.

A défaut d'accord entre les parties intervenues dans les six mois à compter de la date de résiliation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trois mois pour fixer le montant de l'indemnité de résiliation.

Par ailleurs, si les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, sont de nature à compromettre l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Les dispositions prévues au chapitre VI du CCAG-FCS pour les autres cas de résiliation demeurent applicables, notamment en cas de résiliation du fait du titulaire.

Dans le cas du dépassement de la clause de sauvegarde prévue à l'article 8.3.2 du présent Cahier des clauses administratives particulières le S.I.A.P.I.A se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

Défaillance du titulaire et exécution de la prestation à ses frais et risques :

Conformément à l'article 45.1 du CCAG – Fournitures courantes et services, en cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement des services, la collectivité aura la liberté de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur. La différence de coût qui en résultera pourra être à la charge du titulaire défaillant.

ARTICLE 7. DIFFERENTS ET LITIGES

7.1 - Arbitrage

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du marché les parties contractantes doivent se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage, ou pour refuser l'arbitrage

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY PONTOISE

7.2 - Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours

La présente procédure pourra faire l'objet :

- A tout moment, d'une procédure de conciliation par le président du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 211-4 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- D'un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation du marché jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un référé suspension avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 521-1 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours de pleine juridiction : les candidats évincés pourront exercer un recours de pleine juridiction contestant la validité du marché ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'avis d'attribution se rapportant au présent marché.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-1	déroge à l'article	5.2.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14 du CCAG

"Lu et approuvé"

L'opérateur économique soussigné